

LES DERNIERS BANDITS KURDES DE LA TURQUIE MODERNE :
ANALYSE DES SOULÈVEMENTS INDIVIDUELS « SPONTANÉS »
KURDES OU LE BANDITISME CONTRE L'ÉTAT-NATION TURC

Ahmet Özcan

L'Harmattan | « L'Homme et la société »

2013/1 n° 187-188 | pages 155 à 181

ISSN 0018-4306

ISBN 9782343015019

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2013-1-page-155.htm>

Pour citer cet article :

Ahmet Özcan, « Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne : Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc », *L'Homme et la société* 2013/1 (n° 187-188), p. 155-181.
DOI 10.3917/lhs.187.0155

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne : Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc

Ahmet ÖZCAN

Introduction

L'histoire de la rébellion kurde contre l'État-nation turc, et conjointement celle de la question kurde dans la Turquie moderne, débute avec le déclenchement des grandes émeutes de Koçgiri, Cheik Said et Dersim à l'aube du XX^e siècle. Après une répression étatique extrêmement musclée, cette rébellion semble entrer en sommeil. Dans l'historiographie silence et inertie prévalent jusqu'à l'émergence des premiers mouvements kurdes organisés à la fin des années 1970, ceux du DDKO (Foyers culturels orientaux révolutionnaires de l'Est) qui finissent par laisser la place au monopole de Partiya Karkêren Kurdistan (PKK - Parti ouvrier kurde). En d'autres termes, la dernière phase du banditisme kurde, qui émerge comme phénomène de masse dans les années 1950, atteint son apogée dans les années 1960 et a soudainement disparu à la fin des années 1970, ne semble pas faire partie de l'histoire du ressentiment kurde, et ce, en dépit du fait que le banditisme kurde, dans sa phase ultime en Turquie moderne, a contribué de manière significative à la transformation de la région. Il est, en effet, devenu l'un des principaux thèmes sollicités dans le processus d'édification de l'État-nation turc, et a survécu jusqu'à l'émergence des premiers mouvements organisés kurdes à la fin des années 1970. Il a alors laissé en héritage sa « philosophie montagnarde » rebelle aux mouvements qui lui ont succédé et qui ont contribué à sa disparition.

L'homme et la société, n° 187-188, janvier-juin 2013

Cet article tente de combler les vides laissés par cette histoire oubliée du ressentiment kurde en posant la question suivante : dans quel sens les « crimes ordinaires » des derniers bandits kurdes étaient-ils extraordinaires ?

I. Du rebelle social primitif à l'ennemi du peuple : introduction critique aux travaux sur le banditisme en Turquie

La recherche sur le banditisme kurde est étonnamment limitée, comme si le banditisme était un phénomène étranger pour les Ottomans et la Turquie moderne. Or, l'histoire entière de l'État ottoman est marquée par plusieurs traditions établies de banditisme dans ses diverses régions : formes paysannes originelles des provinces anatoliennes, kurdes et arabes, mais aussi tradition bien établie des hommes de main dans les milieux urbains ottomans. Ainsi, le tournant décisif de la fin de l'Empire ottoman à partir du XVI^e siècle ne peut être compris sans que soit pris en compte le phénomène du banditisme. Or, à l'exception de Karen Barkey¹, peu de chercheurs ont pris au sérieux les bandits ottomans des XVI^e et XVII^e siècles, qui ont eu pourtant une influence décisive sur la société ottomane tardive. Ainsi, Eric Hobsbawm, lorsqu'il décrit le troisième type du modèle universel de banditisme social, s'appuie sur les Haidouks, bandits des Balkans qui représentèrent la première résistance contre les Ottomans dans la région, pour défendre la cause de l'instauration de leur propre État².

De la même manière, peu d'universitaires ont estimé que le phénomène du banditisme méritait une analyse, bien qu'il apparaisse comme l'un des problèmes majeurs pour l'ordre et la loi dans l'État-nation turc naissant. Alors que de nombreuses études se penchent sur le banditisme égéen ou Zeybek, qui constituait un problème d'ordre public cardinal au début de la République³, le banditisme kurde qui allait perdurer jusqu'au

1. Karen BARKEY, *Bandits and Bureaucrats : The Ottoman Route to State Centralization*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994, 1st Edition.

2. Dans les manuels grecs d'histoire, les bandits grecs du XIX^e siècle sont construits comme les héros de la nation qui ont initié la lutte d'indépendance contre des siècles d'occupation ottomane. Pour une analyse détaillée, cf. John S. KOLIOPULOS, *Brigands with a Cause : Brigandage and Irredentism in Modern Greece (1821-1912)*, Oxford, Oxford University Press, 1987.

3. Par exemple, Çağatay ULUÇAY, *XVII. Asırda Saruhan'da Eşkıyalık ve Halk Hareketleri (Banditisme et mouvements populaires au Saruhan au XVII^e siècle)*, Istanbul, Resimli Ay Matbaası, 1944 ; et *18. ve 19. yüzyıllarda Saruhan'da Eşkıyalık ve Halk Hareketleri (Banditisme et mouvements populaires au Saruhan au XVIII^e et XIX^e siècles)*, Istanbul, Berksoy Basımevi ; Sabri YETKİN, *Ege'de Eşkılar (Bandits en Égée)*, Istanbul,

début des années 1980 est, en dehors de quelques notes d'İsmail Beşikçi⁴, tout à fait négligé. Ce manque d'intérêt provient bien évidemment d'une mauvaise compréhension théorique de sa signification politique. À croire que les bandits ne seraient pas des acteurs politiques et que le banditisme ne correspondrait pas à un type d'expression politique. L'aspect « ordinaire » du banditisme n'a pas de place reconnue au sein des courants dominants de l'université. À l'instar de la note d'Edward P. Thompson sur la non-reconnaissance des ouvriers comme acteurs politiques par les historiens de la période moderne qui précède la Révolution française⁵, la définition conventionnelle d'acteur politique dans les courants dominants n'inclut pas les formes individuelles et spontanées d'expression politique, notamment celles qui se manifestent sous forme de crime ordinaire.

En outre, et c'est sans doute plus grave encore, les quelques rares études consacrées au banditisme se cantonnent en règle générale à reconduire la dichotomie qui distingue le banditisme social du banditisme antisocial. Au lieu d'essayer de comprendre et d'expliquer la raison d'être de ce phénomène de banditisme, les chercheurs valident ou falsifient le mythe du bandit social.

Dans les paragraphes qui suivent, nous nous attarderons sur les travaux turcs en développant une critique théorique de la dichotomie bandit social et antisocial. Nous proposerons en guise de conclusion une perspective qui met l'accent sur les antécédents politiques et juridiques de la violence « ordinaire » chez le bandit.

A. « Ange ou démon ? » Les romanciers initient le débat sur le banditisme

Dans les années 1950, au moment précis où le règne des bandits des montagnes et des routes des provinces kurdes de Turquie atteignait son apogée, une catégorie littéraire particulière émerge dans la littérature turque : le bandit romantique qui donne naissance au « romantisme du bandit » (*Räuberromantik*). La publication du premier roman de Yashar Kemal en 1955, *Slim Memed* initie le genre. Les historiens allemands de la

Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1996 ; Halil DURAL, *Bize Derler Çakırca : 19. ve 20. Yüzyılda Ege'de Eşkıyalar (Les bandits en Égée au XIX^e et XX^e siècles)*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999.

4. İsmail BEŞİKÇİ, *Doğu Anadolu'nun Düzeni : Sosyo-Ekonomik ve Etnik Temeller (L'ordre dans l'Anatolie de l'Est : Les fondations socio-économiques et ethniques)*, Istanbul, E Yayınları, 1969, p. 26, 100 et 101.

5. Edward P. THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, 1971, 50, p. 76-136, p. 76.

littérature ont créé le terme « *Räuberromantik* »⁶ pour désigner un genre romanesque qui donne une aura romantique et nostalgique au banditisme. Ce genre s'appuie à la fois sur l'héroïsme de l'époque chevaleresque et le pendant de la légende de Robin des Bois, à savoir la légende ancienne de Koroğlu, dont s'inspire *Slim Memed*. Il s'agit de l'histoire de la transformation d'un jeune paysan qui a grandi dans un village de montagne dans une extrême pauvreté en un brigand rebelle. Il avait été maintenu dans un quasi état d'esclavage par le seigneur local, et la séparation forcée d'avec son amante imposée par son agha fournit l'événement déclencheur de la révolte. Face à une injustice faite à son endroit, Memed se transforme graduellement en réformiste, voire en révolutionnaire, qui combat l'inégale répartition des terres, l'injustice, l'oppression et la rapacité des seigneurs à l'endroit de leurs paysans miséreux. Il se pose donc en libérateur de son peuple. La menace qu'il représente est soulignée par Abdi Agha lorsqu'il rappelle à l'un de ses compagnons que Slim Memed n'est pas un assassin ou un voleur ordinaire, mais plutôt un authentique bandit social :

« Aujourd'hui c'est moi, demain ça sera toi. Voilà ce qui m'effraie. Qu'il y ait autant de brigands dans la montagne que tu voudras. Qu'est-ce qu'un brigand de toutes façons ? Mais toute cette affaire de terre me fait peur. Si ça finit par entrer dans la tête des paysans, on ne pourra plus les arrêter. [...] Ce qu'il a fait, c'est comme mettre l'écorce d'un melon dans l'esprit d'un âne.⁷ »

Le but de Slim Memed est de mettre fin au règne des aghas en tuant Abdi Agha dans son village natal. Dans *Slim Memed*, l'alliance funeste entre aghas et bandits antisociaux est donc remise en question par une heureuse contre-alliance entre les paysans et les bandits sociaux. Memed est à la fois bon et fort :

« Il n'y a plus d'Abdi Agha. Le bétail que tu mènes t'appartient. Les champs aussi t'appartiennent. Cultive-les autant que tu le peux. Ça sera comme ça tant que je serai dans les montagnes. Si l'on m'abat, tu devras prendre soin seul de tes affaires et de ta personne.⁸ »

Le reste du récit dans les trois volumes met en scène le constant retour d'aghas de plus en plus malfaisants et impitoyables qui toujours succèdent au précédent et mettent finalement Memed face à un dilemme insoluble. L'auteur met fin à ce cercle vicieux d'exploitation et d'oppression grâce à l'espoir insufflé par l'organisation naissante des paysans. Leur

6. Eric HOBBSBAWM, *Bandits*, New York, The New Press, 2000, 4th Edition, p. 142.

7. Yaşar KEMAL, *Slim Memed*, vol. I, Edouard Roditi (trad.), London, Collins et Harvill Press, 1961, p. 310.

8. Yaşar KEMAL, *İnce Memed (Slim Memed)*, vol. I, Istanbul, Yapı Kredi Yayınları, 10th Edition, 2006, p. 304 (notre traduction).

solidarité contre l'injustice s'inspire du mythe de Slim Memed. Memed ne se rebelle et ne se sacrifie que pour prouver que l'opprimé est en réalité puissant et que l'oppresseur n'est rien qu'un voleur et un assassin. En décrivant son roman comme l'histoire de ceux qui sont forcés de se rebeller, Kemal montre clairement, dans ses conversations avec Alain Bousquet, que sa représentation du banditisme est étroitement associée à la rébellion primitive :

« [...] Ces "hommes engagés" sont la manifestation externe de l'esprit de révolte qui nous habite tous. Avec *Memed le Faucon*, j'ai tenté d'explorer tout au long de quatre romans les profondeurs de "l'homme engagé". Dans le premier volume, Memed commence sa carrière de bandit par hasard. Le peuple, dont il exprime la rébellion, se substitue à lui pour le pousser à suivre les chemins qu'il a choisis pour lui. Même s'il ignore son destin, il se comporte comme un homme forcé de se rebeller.⁹ »

Le romantisme dont Kemal dote un certain type de bandit se prolonge dans un livre postérieur : *The Life Stories of the Famous Bandit Çakırcalı* (1972). Comme dans *Slim Memed*, le but de Kemal est de re-crée le mythe du héros hors la loi, plutôt que d'interroger sa facticité historique dans la Turquie moderne. Ainsi, son entreprise consiste, tant dans la forme que dans le contenu, à reproduire le mythe du hors-la-loi issu de la littérature turque. Ce mythe du héros des opprimés trouve ses sources dans l'histoire orale populaire racontée par les maîtres de la mémoire populaire, les contes et légendes anonymes, les poèmes et les chants du folklore anatolien (*aşık*), ou encore les récits des conteurs kurdes (*dengbej*). On peut à juste titre définir Kemal comme celui qui a réécrit les mythes populaires :

« Sans cette magie, l'humanité serait-elle capable de faire face en toute connaissance de cause à la douleur et la souffrance qu'elle doit supporter ? L'espèce humaine est créatrice de mythes, et dans notre monde dépersonnalisé, quel autre salut sinon les mythes dont nous peuplons notre quotidien ?¹⁰ »

Alors, qu'entre les années 1950 et 1980, le banditisme émerge pour la dernière fois comme phénomène de masse dans les provinces kurdes, le romantisme du bandit se répand au sein du peuple. De nombreux auteurs et plusieurs metteurs en scène de cinéma¹¹, se sont engagés dans la voie

9. Yaşar KEMAL, *Yaşar Kemal on His Life and Art : Conversations with Alain Bousquet*, Eugene Lyons Hébert and Barry Tharaud (trans.), New York, Syracuse University Press, 1st Edition, 1999, p. 134.

10. *Ibidem*, p. 141.

11. Un des thèmes les plus populaires du cinéma turc, entre 1950 et 1980, est celui de la lutte entre l'agha cruel et malfaisant et le bandit héroïque ou pauvre, mais toujours innocent. Le film d'Atif Yılmaz, *L'Idiot* (1974) est le plus fameux du genre. Yılmaz Gü-

ouverte par le héros romantique de Kemal. La seule exception dans toute la littérature turque aura été Kemal Tahir, qui a immédiatement réagi à la mode du « romantisme » du bandit par son œuvre *Rain Closed the Roads*¹². Tahir raconte une histoire de consolidation du système oppresseur des seigneurs au moyen du banditisme, une contre-histoire de banditisme qui transforme les héros hors la loi en antihéros, en ennemis du peuple.

Le but de Tahir, qui met en scène un bandit à la solde des aghas pour protéger leurs propres intérêts — consiste à défaire l'enchantement du mythe du bandit positif en déconstruisant son sens et sa fonction dans l'univers des opprimés. Dans son roman, les paysans transforment immédiatement un simple vol raté — qui ne cache rien d'autre que les rivalités internes entre les aghas — en une légende héroïque. Selon Tahir, l'édification de mythes populaires autour d'un certain type de bandit qui le transforme en héraut des opprimés dans la mémoire populaire, pourrait ainsi n'illustrer que le désespoir des paysans devant le règne répressif des seigneurs. Bref, les opprimés sont, selon Tahir, à ce point misérables, désespérés, isolés et sans possibilité de salut qu'ils transforment en libérateur le plus banal des démons. La thèse de Tahir sur le banditisme s'applique non seulement au contexte particulier de la Turquie moderne, mais aussi au contexte universel de toutes les sociétés paysannes ; le mythe de Robin des Bois et celui de Koroğlu étant, selon lui, strictement similaires. Bref, le brigand noble n'est autre qu'une forme d'auto-duperie des masses opprimées.

En dépit du contraste marqué entre le récit de Kemal et celui de Tahir sur le banditisme, leurs interprétations partagent curieusement deux points précis. Les deux auteurs décrivent d'abord et avant tout le banditisme de l'Anatolie centrale et méridionale entre les années 1920 et 1950, durant la période où le phénomène était en voie de disparition. Cependant, c'est à la même époque qu'a lieu la dernière montée du banditisme en Anatolie orientale. Elle allait perdurer jusqu'à ce que les premiers mouvements kurdes armés organisés ne se déclarent les nouveaux maîtres des montagnes

ney, qui a lui-même joué le rôle de bandit dans ses premiers films, traitera le thème du banditisme dans des formes réalistes (*Le Requiem* (1971), *Le Troupeau* (1978), *La Route* (1981)). Dans *La Route*, Güney fait le lien entre le banditisme kurde et la contrebande et ses effets destructeurs sur la sécurité de l'État. Le film *Le Bandit* (1996) de Yilmaz Turgul, raconte l'histoire de la perte des valeurs chevaleresques du passé à travers l'aliénation au présent d'un ancien bandit.

12. Kemal TAHIR, *Rahmet Yollari Kesti* (*Rain Closed the Roads/La pluie a bloqué les routes*), İstanbul, thaki Yayınları, 4th Edition 2011 [1957].

kurdes à la fin des années 1970. Dès lors, puisque les deux auteurs ont omis de réimaginer le banditisme dans les provinces kurdes de Turquie, ils n'ont pu saisir pleinement le rôle de l'État-nation turc dans le phénomène du banditisme. Bien que l'État ait été indirectement critiqué pour ne pas avoir prévenu l'oppression des paysans pauvres en promulguant une réforme agraire, il n'a jamais été dit qu'il était l'agent même de cette oppression. Dans les récits de Kemal et Tahir, le mal connu du monde féodal classique est l'agha.

B. De la littérature à l'histoire : reproduction de la dichotomie banditisme social et antisocial dans l'historiographie du banditisme

Slim Memed de Kemal représente la quintessence de la thèse d'Eric Hobsbawm sur le « banditisme social » comme forme primitive de rébellion paysanne¹³. Les *Bandits* de Hobsbawm ont initié un courant en histoire et déclenché une controverse théorique sur la nature du banditisme. La motivation de Hobsbawm à élaborer une théorie du banditisme social découle de l'étonnante observation selon laquelle :

« Les mêmes histoires et les mêmes mythes étaient racontés au sujet de certains types de bandits comme justiciers et rétributeurs (redistributeurs) sociaux dans toute l'Europe, et, comme il devint de plus en clair, sur toute la planète.¹⁴ »

En d'autres termes, Hobsbawm soutient que ce n'est pas par simple coïncidence que toutes les sociétés disposent de leur propre Robin des Bois. Si le bandit est, par définition, placé en dehors de la loi, qu'il est celui qui est « placé à l'extérieur de la loi¹⁵ » parce qu'il exerce la violence illégale¹⁶, le banditisme émerge comme une sphère négligée mais essentielle, à l'intersection de la loi, de la violence et du pouvoir.

N'est-il pas étrange qu'Hobsbawm abandonne derechef, pour ne jamais y revenir, cette relation fondamentale entre la loi, la violence et le pouvoir dans la définition du bandit et choisit plutôt d'élaborer sa thèse sur le banditisme social ?

13. Bernard Moran, un critique littéraire, a aussi noté la structure commune entre *Slim Memed* de Kemal et le bandit social de Hobsbawm (Bernard MORAN, *Türk Romanına Eleştirel Bir Bakış (Une analyse critique du roman turc)*, vol. 2, Istanbul, İletişim Yayınları, 1997 p. 81).

14. Eric HOBBSBAWM, *Bandits*, op. cit., p. ix.

15. C'est, note Hobsbawm, le sens original italien de « bandito » (« banni »), in *ibidem*, p. 12.

16. *Ibid.*, p. 14.

En distinguant trois types de modèle de bandits sociaux, soit le *cambricoleur noble*, le *vengeur* et le *haïdouk*, l'objectif de Hobsbawm est d'étoffer sa thèse principale selon laquelle le banditisme a une fonction de protestation sociale qui est universelle et uniforme, présente dans toutes les sociétés paysannes¹⁷. Il définit donc les bandits sociaux comme étant des :

« paysans-bandits que le seigneur et l'État perçoivent comme des criminels, mais qui demeurent au sein de la société paysanne, et sont considérés par leur peuple comme des héros, des champions, des vengeurs, des justiciers, voire peut-être des leaders pour la libération ; dans tous les cas, comme des hommes qu'il convient d'admirer, d'aider et de soutenir.¹⁸ »

Le problème méthodologique de Hobsbawm est qu'il élabore son modèle de « banditisme social » en se fondant uniquement sur les chants, les histoires et les légendes des bandits. La fonction de protestation sociale du banditisme n'est appréhendée que dans sa dimension imaginaire, alors que les véritables fonctions politiques, économiques et sociales du banditisme ne sont pas prises en considération. Si tant est qu'une forme primitive de résistance existe dans le phénomène du banditisme, les sources de Hobsbawm peuvent illustrer uniquement son reflet dans l'esprit des gens.

C'est à ce point que Barkey, dans son *Bandits and Bureaucrats : The Ottoman Route to State Centralization*¹⁹, a élaboré son argument sur le banditisme antisocial²⁰. Dans son analyse du banditisme et de la centralisation de l'État dans l'Empire ottoman du XVII^e siècle, Barkey soutient la thèse selon laquelle, loin d'être les rebelles campagnards solidaires des paysans, les bandits étaient, d'une part, les vrais malfaiteurs de la société rurale et nuisaient à son potentiel de rébellion, et, d'autre part, l'instrument de la centralisation de l'État dans l'Empire ottoman²¹. La thèse de Barkey sur l'Empire ottoman du XVII^e siècle, repose sur quatre points principaux : (i) les bandits étaient des sous-produits des politiques de l'État, ils n'étaient ni une invention délibérée de l'État et/ou des seigneurs, ni des produits de la société rurale ; (ii) ils ont été absorbés par l'État pour

17. *Ibid.*, p. 63.

18. *Ibid.*, p. 20.

19. Karen BARKEY, *Bandits and Bureaucrats : The Ottoman Route to State Centralization*, *op. cit.*,

20. Comme contrepoint récent qui met en doute la validité méthodologique des thèses de Barkey, voir R. Aslıhan Aksoy SHERIDAN, « Celaliler / Eşkîyalar : Gayesiz Asiler miyiz ki Hepimiz Biz ? » (« Celalis / Bandits »), *Kebikeç*, 2012, vol. 33.

21. Karen BARKEY, *Bandits and Bureaucrats : The Ottoman Route to State Centralization*, *op. cit.*, p. 21-22.

sa consolidation et le contrôle de la périphérie ; (iii) ils n'ont en aucune façon constitué une menace pour l'État ou le système ; et (iv) ils manipulaient les interstices du système plutôt que de s'en prendre à lui. Ils étaient ainsi de simples opportunistes plutôt que des redistributeurs ou des justiciers, et n'avaient aucun allié ou ennemi proclamé, ni idéologie claire²². En d'autres termes, ils étaient non des « rebelles primitifs », comme Hobsbawm les a décrits, mais de simples bandits, c'est-à-dire des « clients turbulents de l'État » manipulés et contrôlés par lui à travers le système de patronage²³.

Outre la critique de Barkey, la théorie de Hobsbawm sur le « banditisme social » a été critiquée sous plusieurs autres aspects²⁴. Parmi ces critiques, nous en retenons une qui nous paraît pertinente pour notre analyse des derniers bandits kurdes de la Turquie moderne. Elle soutient que « La distinction entre le banditisme social et les autres types de banditisme est mauvaise parce que tout crime est, dans un certain sens, une rébellion et une protestation sociale.²⁵ »

En réaction à ces critiques, Hobsbawm ne nie pas que le crime puisse être une forme de protestation sociale, mais soutient qu'il y a une distinction entre banditisme social et banditisme criminel. D'abord et avant tout, il reprend son argument antérieur voulant que la distinction entre le bandit social et bon et le bandit criminel et mauvais, est faite dans la mémoire populaire²⁶. Il va plus loin et affirme que bien que les bandits sociaux partagent la société « rigide » des paysans, c'est-à-dire l'économie morale de la foule dans la terminologie de Thompson²⁷, les criminels disposent de l'option unique de rejeter la loi, qu'il s'agisse de celle de Dieu, du peuple, du roi ou du seigneur²⁸. Selon Barkey, c'est précisément le point où Hobsbawm confond conceptuellement les deux catégories totalement distinctes de paysan et de bandit. Barkey affirme que ce sont deux types sociaux totalement différents, en dépit du fait qu'un bandit peut formellement être un paysan : le bandit et le paysan diffèrent de par

22. *Ibidem*, p. 22.

23. *Ibid.*, p. x.

24. Dans la quatrième édition révisée de *Bandits*, Hobsbawm répond à ces critiques point par point. (Cf. Eric HOBSBAWM, *Bandits*, *op. cit.*, p. 167-199).

25. *Ibidem*, p. 171.

26. *Ibid.*, p. 176.

27. Edward P. THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *op. cit.*, p. 76-136.

28. Eric HOBSBAWM, *Bandits*, *op. cit.*, p. 180.

leur capacité organisationnelle (mobile/immobile), leur rapport à l'impôt (le premier est le concurrent des classes qui bénéficient du travail du second)²⁹, et leurs objectifs (le premier n'a aucune raison de détruire le système d'oppression qui exploite le second puisqu'il en bénéficie en dernière analyse)³⁰.

C. Au-delà de la dichotomie banditisme social banditisme antisocial : la nature politique et les antécédents légaux de la violence « ordinaire » du bandit

Notre introduction démontre que les travaux sur le banditisme se sont en général cantonnés à prolonger la dichotomie banditisme social banditisme antisocial par laquelle ils tentent vainement soit de valider, soit de falsifier le mythe du banditisme. De ce fait, le chercheur se trouve acculé, pour simplifier, à comprendre si les bandits sont bons ou mauvais. Il s'agit d'un débat stérile puisqu'un mythe n'a pas pour fonction d'être validé ou falsifié. Il est plutôt l'expression de la volonté agissante, ou qui se prépare à agir sur le présent. Dans les termes de Georges Sorel, le mythe est la praxis révolutionnaire qui nous permet « de comprendre l'activité, les sentiments et les idées des masses alors qu'elles se préparent à entrer dans un combat décisif ; il ne s'agit pas de descriptions de choses mais d'expressions d'une volonté d'agir.³¹ »

La dichotomie banditisme social/banditisme antisocial aborde donc le mythe du banditisme de façon erronée, puisqu'elle tente de comprendre si les bandits appuient, comme le veut le mythe, les opprimés de leurs communautés par leur simple face-à-face au pouvoir³². Ce débat demeure pourtant presque entièrement futile, puisqu'un bandit, comme le nom le dit, est un bandit, un voleur, un cambrioleur, un extorqueur et un meurtrier. Il pourrait se tenir là, parmi ses frères paysans, il pourrait être parmi les exploiters et les oppresseurs, de concert avec les aghas, les tribus, ou le gouvernement central, ou un des participants à une vague révolution-

29. Karen BARKEY, *Bandits and Bureaucrats : The Ottoman Route to State Centralization*, op. cit., p. 184-186.

30. *Ibidem*, p. 21.

31. Georges SOREL, *Reflections on Violence*, Jeremy JENNINGS (ed.), Cambridge, Cambridge University Press, 4th Edition 2004, p. 28.

32. Pour une analyse de la relation entre l'aspiration monopolistique de l'État, l'exercice de la violence et la pratique du désarmement d'une population urbaine par le biais du banditisme, « Külhanbeyi » and « Kabadayı », cf. le court mais percutant article de Serdar ÖZTÜRK (« Eşkıyalar, Kabadayılar, Külhanbeyiler ve Silah Toplama » ("Bandits, brutes urbaines, et désarmement"), *Bilgi ve Bellek (Savoir et mémoire)*, 2007, vol. 5, p. 136-159).

naire ou à un combat en faveur de l'émancipation nationale. En d'autres termes, le débat se concentre exclusivement sur les buts et les moyens spécifiques de l'action des bandits mais laisse de côté leurs contextes concrets.

Afin de saisir la complexité du mythe du bandit chez les opprimés, il importe de prendre en compte le lien organique entre la loi et la violence. Benjamin souligne que dans un contexte de monopole de la violence par l'État, l'intérêt de la loi n'est pas de protéger les buts sociaux instaurés par la légalité, la finalité du droit mais bien la loi elle-même.

« La violence, lorsqu'elle n'est pas entre les mains de la loi [*not in the hand of the law*], ne la menace pas par les fins auxquelles elle pourrait chercher à parvenir, mais par son existence même hors de la loi.³³ »

Selon Benjamin, l'obsession de la loi pour le monopole de la violence explique clairement la raison pour laquelle les gens admirent et envient le grand criminel.

« On pourrait suggérer la même chose de manière plus drastique si l'on se demandait combien de fois la figure du « grand » criminel, aussi inacceptables aient été ses fins, a soulevé l'admiration secrète du public. Cela ne peut découler de son acte, mais uniquement de la violence dont celui-ci témoigne.³⁴ »

L'interprétation de Benjamin du grand criminel souligne que le grand crime « ordinaire » suscite l'envie et l'admiration secrète des gens non pas en raison des fins auxquelles il cherche à parvenir — qui souvent, on ne s'en étonnera pas, sont repoussantes — mais par la violence hors de la loi dont il fait montre. En effet, la transformation de simples bandits en héros des opprimés découle de leur création d'une violence qui va au-delà de sa forme de préservation de la loi et qui viole le monopole de la violence détenu par la loi. La mythologisation de la violence « ordinaire » hors la loi redonne sa nature à une violence extraordinaire et politique qui mène à l'émergence de la violence divine de Benjamin et met en péril le cercle vicieux entre la violence légiférante [*law-making violence*] et la violence préservatrice de la loi qui détruit.

Il se peut qu'aucun Robin des Bois n'ait existé de toute l'histoire de l'humanité. Le fait que les chercheurs s'efforcent à prouver son existence ne renvoie-t-il pas à rien d'autre que leur propre admiration pour le mythe de la violence hors la loi ? En revanche, l'inexistence avérée de Robin des Bois ne falsifie pas le mythe du hors-la-loi, dans la mesure où son

33. Walter BENJAMIN, *Reflections*, Edmund Jephcott (trans.), New York, Schocken Books, 2007, p. 281.

34. *Ibidem*, p. 281

image déborde déjà ses propres contextes paysans en nous touchant, nous qui sommes issus de sociétés urbaines.

Ainsi, la rébellion individuelle de n'importe quel type de bandit sans égard à ses desseins et ses actes particuliers, découle de sa violation spontanée du monopole de la violence que détient la loi. Son activisme violent exceptionnel désigne la passivité générale et lui vaut l'admiration secrète qu'il mérite. C'est le moment auquel le mythe injecte un caractère politique extraordinaire dans la violence ordinaire du bandit. Jusqu'à l'émergence du label discursif *de terrorisme*, ou plus exactement son expansion dans la seconde moitié du XX^e siècle, tous les types de violence hors la loi, même sous forme d'émeutes (e.g., la rébellion de Dersim) ou de lutte armée organisée (e.g., le PKK), s'étaient vu attribuer le nom de *banditisme* dans le discours de l'État. Cela ne découlait pas, comme Yetkin l'a simplement supposé³⁵, du dessein de l'État de sous-estimer et de dénigrer ces activités. En assimilant tous les types de violence hors la loi sous le dénominateur commun de *banditisme*, l'État expose le monopole de la violence comme sa raison d'être. L'État moderne perçoit tout type de violence (peu importe sa qualité ou sa nature) en dehors de son contrôle comme une menace, puisque l'État saisit mieux que quiconque la capacité légiférante inhérente de la violence. L'État serait donc en mesure d'utiliser et de manipuler le banditisme mais il ne fait pas de compromis avec les hors-la-loi puisqu'il comprend que même la violence ordinaire, lorsque mythologisée, constituerait un obstacle à sa violence préservatrice de la loi comme violence divine.

II. Les derniers hors-la-loi kurdes de la Turquie moderne entre 1950 et 1980

Tandis que le règne du banditisme qui s'était maintenu de facto pendant des siècles dans les montagnes d'Anatolie était, par le biais de la consolidation du gouvernement central républicain, éradiqué de l'histoire dans toutes les régions du pays, y compris en région égéenne qui avait produit la célèbre tradition *zeybek*, il a, pour la dernière fois, refait surface dans les années 1950 comme phénomène de masse dans les provinces kurdes de Turquie. L'analyse d'articles issus de quotidiens allant de 1950 à 1980 met au jour la montée implacable du banditisme dans les provinces kurdes de Turquie³⁶. Les manchettes et nouvelles, postérieures à 1950,

35. Sabri YETKIN, *Ege'de Eşkıyalar (Bandits en Égée)*, op. cit., p. 8.

36. Les données empiriques de cette étude s'appuie sur une analyse textuelle du quotidien national *Milliyet (Nationalité)* le 3 mai 1950 et le 24 juin 2004. Nous avons cons-

ont choqué l'opinion publique en exposant la réapparition d'une ancienne profession dans les provinces orientales de la Turquie moderne :

« Un gang de bandits a abattu lors d'une embuscade 6 personnes sur un groupe de 15 venues visiter leurs amis et parents pèlerins, alors que d'autres ont survécu en prenant la fuite.³⁷ »

Les dépêches rendant compte des activités de hors-la-loi kurdes, telles le meurtre, le cambriolage, la contrebande, le kidnapping, ainsi que leur capture morts ou vifs par les gendarmes, sont devenues une part de la vie quotidienne ordinaire des années 1950 :

« Des hors-la-loi de la route de Mardin ont détroussé une centaine de voyageurs.³⁸ »

Malgré les nouvelles faisant état de la capture des hors-la-loi de l'« Est », les rumeurs de la région se faisaient insistantes sur les milliers de brigands opérant toujours dans les régions rurales orientales :

« Quatre bandits de plus sont capturés dans le Sud-Est : on estime qu'un grand nombre de hors-la-loi rôdent encore dans les montagnes de l'Est et du Sud-Est.³⁹ »

Les manchettes des quotidiens dans les années 1960 montrent de façon irréfutable que les incidents de banditisme dans les provinces orientales n'étaient pas de nature sporadique et isolée mais relevaient plutôt d'un phénomène de masse passé de l'état d'endémie apparemment temporaire dans les années 1950 à celui d'une épidémie permanente dans les années 1960 :

« Au cours des trois derniers mois, 8 incidents de cambriolage se sont produits dans la région autour de Diyarbakır, Siirt et Bitlis. Dans ces cambriolages, des hors-la-loi ont pris d'assaut 25 voitures, ont détroussé 113 voyageurs et se sont emparé de 78 mille liras turques.⁴⁰ »

L'audience de la partie occidentale de la Turquie éprouvait des étourdissements avec l'injection de la violence crue dans ses veines par les nouvelles quotidiennes des actes de banditisme :

titué notre corpus en utilisant les mots-clés *bandit* (*şaki* and *eşkîya*). Toutes les traductions sont les nôtres.

37. Refi Cevad ULUNAY, « Takvimden Bir Yaprak : Eşkîyalık Vak'aları » (« Une page du calendrier : les incidents du banditisme »), 20.10.1953 : 2.

38. Refi Cevad ULUNAY, « Takvimden Bir Yaprak : Eşkîyaya Dair' » (« A Leaf from the Calendar : On the Bandit »), 04.07.1958 : 3.

39. *Milliyet*, 11.12.59 : 3.

40. *Milliyet*, 30.12.1961 : 5, (Diyarbakır, Siirt, Bitlis : 1961).

« Six hors-la-loi ont kidnappé 14 paysans dans les montagnes avec l'intention de recueillir une rançon.⁴¹ » / « Après avoir reçu une rançon, les hors-la-loi ont libéré les otages.⁴² »

« Quinze hors-la-loi ont cambriolé huit camions sur la route de Malatya à Elazığ.⁴³ »

Selon les nouvelles provenant de la région, les hors-la-loi s'en prenaient non seulement aux forces de l'ordre et aux paysans mais se battaient entre eux pour le partage et le contrôle des régions. Au fur et à mesure que s'étendait l'épidémie des montagnes vers les routes, chaque voyageur en direction Est, y compris les agents de l'État et les employés des organes de presse, devenait une victime potentielle des hors-la-loi.

« Des hors-la-loi munis d'armes automatiques ont bloqué la route en plein jour : 50 personnes ont été détroquées sur la route Muş-Tatvan.⁴⁴ »

« [...] Lors d'escarmouches sanglantes entre deux gangs de hors-la-loi qui ont duré 4 heures, 10 personnes ont été tuées.⁴⁵ »

Dans les années 1970, lors de perturbations de l'ordre public dans le pays entier, régions rurales et urbaines comprises, l'épidémie de banditisme dans les provinces kurdes s'est maintenue malgré des opérations militaires quotidiennes, des annonces de l'instauration de l'état de siège à intervalles réguliers et l'établissement d'unités de commandos :

« Alors que le ministre annonçait "il ne reste aucun hors-la-loi dans les montagnes", deux autobus ont été pris pour cible lors d'une attaque à main armée.⁴⁶ »

Toute cette gamme d'incidents de banditisme qui a attiré l'attention générale des médias nous donne une image brute et instantanée de l'espace et de la période de la réalisation d'actes de banditisme en Turquie moderne. Du point de vue spatial du phénomène, presque tous les incidents qui ont été qualifiés de banditisme dans la presse écrite nationale sont survenus dans les provinces kurdes de Turquie. Dans cette vaste région, avec sa position géographique au centre des points d'intersection de

41. *Milliyet*, 27.06.62 : 1.

42. *Milliyet*, 29.06.62 : 1. (Siirt : 1962).

43. *Milliyet*, 12.08.62 : 1, 3. (Elazığ : 1962).

44. *Milliyet*, 02.07.67 : 1, 7. (Muş : 1967). On a dit que les mêmes bandits, qui ont volé 50 passagers sur la route de Muş-Tatvan, ont menacé et ridiculisé l'État dans les interviews qu'ils ont accordées aux journalistes. (*Ulunay*, 1967 : 2).

45. *Milliyet*, 29.09.69 : 7. (Bitlis : 1969).

46. *Milliyet*, 18.07.70 : 1, 9. (Diyarbakır, 1970).

diverses provinces kurdes, la province de Siirt semble être au cœur des activités de banditisme et des opérations militaires. Du point de vue temporel, la fréquence des dépêches faisant état d'incidents de banditisme montre clairement que l'endémie du banditisme, qui avait commencé à apparaître dans les années 1950, s'est graduellement transformée en épidémie dans les années 1960 et 1970, pour ensuite disparaître soudainement au début des années 1980. Ces points fondamentaux portant sur l'espace et le temps des occurrences du phénomène de banditisme nécessitent une explication.

Les forces de sécurité de l'État, de l'autre côté, étaient impuissantes et peinaient à s'attaquer à la pandémie de banditisme :

« Les cambriolages se poursuivent dans l'Est : Tandis que le ministre de l'Intérieur assistait à une réunion avec les gouverneurs à Tatvan, 4 hors-la-loi qui bloquaient la route à 7 ou 8 km de là, ont volé 60 personnes.⁴⁷ »

« Là où s'arrête la voie ferrée se trouvent les régions où commence le règne des hors-la-loi.⁴⁸ »

« Ceux qui répandent la terreur dans l'Est : les montagnes fourmillent de hors-la-loi.⁴⁹ »

« Aujourd'hui, les hommes d'honneur, avec leurs mains liées, sont devenus la proie de funestes personnages ; ce pays magnifique est devenu un havre de hors-la-loi, de brigands et de voleurs.⁵⁰ »

« Aujourd'hui, non seulement le célèbre hors-la-loi Koçero est introuvable, mais il en va de même du ministre de l'Intérieur.⁵¹ »

« Les provinces orientales regorgent de hors-la-loi. Tous les jours des routes sont bloquées et des autocars sont la proie de cambrioleurs.⁵² »

Outre l'impuissance avérée du gouvernement central, de nombreux chroniqueurs des grands journaux ont offert des « explications » de la présence tenace de hors-la-loi dans les montagnes malgré les innombrables opérations militaires. Le soutien apporté aux hors-la-loi par la population autochtone demeurait l'un des principaux sujets de discussion. Afin d'empêcher ce soutien, ces commentateurs ont proposé que l'État aurait dû montrer les hors-la-loi tels qu'ils étaient, soit des créatures misérables et serviles.

47. *Milliyet*, 29.07.62 : 1, 7. (Bitlis : 1962).

48. *Çapın*, 1962 (V) : 3.

49. *Çapın*, 1962 (VII) : 3.

50. Ulunay, 1962 : 3.

51. *Milliyet*, 17.10.63 : 1.

52. Ulunay, 1964 : 3.

« Le hors-la-loi traite avec un État fort. Pour le paysan, cela dénote d'abord et avant tout un courage remarquable. Ensuite, les hors-la-loi qui suivent pleinement les principes du banditisme évitent la confrontation avec le paysan, voire, dans la mesure du possible, l'aider dans la mesure où ils doivent toujours rester en contact. [...] Lorsqu'ils sont capturés et menottés, vous voyez à quel point ils sont misérables et serviles.⁵³ »

L'attitude des paysans envers les hors-la-loi constituait le casse-tête principal pour la presse écrite nationale :

« L'Énigme : Le peuple nourrit les hors-la-loi et en même temps il en a peur.⁵⁴ »

C'était véritablement un casse-tête, car les paysans des provinces « orientales » — les mêmes qui en grand nombre envoient des demandes au gouvernement central pour l'inciter à prendre des mesures à l'encontre des hors-la-loi — avaient commencé à soutenir les hors-la-loi, mais également à transformer en mythe certaines figures d'entre eux pour en faire des héros. Pour résoudre ce puzzle, nous devons discuter à présent les politiques de l'État « contre » le banditisme.

Une analyse des quotidiens de l'époque montre que l'État a mis en œuvre certaines politiques dans les régions kurdes en guise de réaction aux demandes des paysans kurdes en particulier, et de l'opinion publique en général. Dans un premier temps, l'État a mis en œuvre deux grandes politiques : (i) le renforcement des forces armées dans la région et l'augmentation du nombre d'opérations militaires, et (ii) le désarmement de la population autochtone :

« 728 gendarmes aux trousses de hors-la-loi.⁵⁵ »

« Afin de capturer les hors-la-loi à Siirt, 600 gendarmes ont interdit l'accès à la ville.⁵⁶ »

« Les gendarmes ont été formés en vue d'opérations dans les montagnes.⁵⁷ »

Les nouvelles des années 1960 indiquent que les activités de banditisme dans la région n'ont pas diminué, mais que même renforcée, la gendarmerie, au lieu de s'attaquer au banditisme, s'affairait surtout à opprimer les paysans de la région. Plusieurs chroniqueurs, critiques des politiques de l'État dans les régions kurdes de Turquie, ont porté à l'attention du public l'oppression généralisée des populations par les gen-

53. Ulunay, 1967 : 2.

54. Tokatlı, 1962 : 5.

55. *Milliyet*, 30.12.61 : 5.

56. *Milliyet*, 04.07.62 : 3.

57. *Milliyet*, 29.05.63 : 7.

darmes. Par exemple, selon Altan, en raison du sous-développement des forces militaires, les paysans étaient battus tous les jours par les gendarmes qui les accusaient de soutenir les hors-la-loi⁵⁸. En 1967, Metin Toker, chroniqueur à *Milliyet*, a critiqué le parti au pouvoir d'alors, soit l'AP, pour son soutien à l'oppression généralisée par les gendarmes dans la région. Selon l'auteur, les mauvais traitements infligés aux paysans préparaient le terrain à la perfection pour la propagation de mouvements dangereux (comprendre : Kurdistan) parallèlement au banditisme⁵⁹. Effectivement, dès l'amorce de la seconde moitié des années 1960, les doléances des paysans au sujet de l'oppression par les gendarmes commencent à figurer à un rythme quotidien dans la presse écrite nationale :

« La question des mauvais traitements par des gendarmes est soulevée à l'Assemblée.⁶⁰ »

« Un villageois de Hakkari émigre en Irak en raison de l'oppression par les gendarmes : le maire de Hakkari déclare que les gens se plaignent des gendarmes.⁶¹ »

De plus, le désarmement forcé des paysans, assorti de l'insuccès dans la lutte contre les hors-la-loi, a rendu ceux-ci vulnérables et, paradoxalement, la région de moins en moins sûre pour ses habitants en raison des politiques de sûreté mises en place par l'État. Des paysans désarmés se sont en fait trouvés littéralement pris dans le feu croisé des hors-la-loi et les gendarmes :

« Les citoyens des provinces orientales exigent soit des armes, soit la paix et la sécurité : [...] Les citoyens exigent qu'on leur rende leurs armes afin de préserver la paix et la sécurité. Ils ne font pas confiance aux gendarmes.⁶² »

Faruk Sükan, ministre de l'Intérieur, annonce que l'élimination du banditisme se ferait par l'instauration de la loi et de la démocratie :

« Nous sommes déterminés à éliminer le mouvement du banditisme qui perdure depuis de longues années. Nous devons résoudre le problème dans un esprit démocratique et non par la répression et la terreur.⁶³ »

58. Çetin ALTAN, « Taş : Kaç Sıfır ? » (« Le Rocher : Combien de zéros ? »), 30.07.1962 : 2.

59. Metin TOKER, « Üç Afet » (« Les trois désastres »), 30.10.67 : 2.

60. *Milliyet*, 17.05.65 : 1. (Maraş : 1965).

61. *Milliyet*, 13.12.66 : 1, 7. (Hakkari : 1966).

62. *Tokath*, 1962 : 5.

63. *Milliyet*, 25.12.66 : 1.

Cet esprit démocratique, cependant, était une référence, comme l'a expliqué lui-même le ministre dans le même discours, à la « chasse hivernale », au « renforcement de la police » et à l'« établissement d'unités de commandos » :

« Hors-la-loi, gare à toi ! Les commandos arrivent : [...] toi Hamo, toi Mehmedo, toi Halimo, et toi... toi... toi... tous les hors-la-loi... rois sans couronne qui se baladent dans les montagnes orientales ! Sachez que dans six mois, les commandos de la gendarmerie seront vos anges de la mort. ⁶⁴ »

« Un commando lance une “chasse aux hors-la-loi” dans l'Est. ⁶⁵ »

« 720 commandos se lancent à la chasse aux hors-la-loi dans l'Est. ⁶⁶ »

L'opération de commandos massive dans les régions orientales a été déclenchée grâce au décret de « Recherche villageoise de masse » qui a été proclamé par le Conseil des ministres le 18 août 1969. Les deux principaux objectifs du décret portant sur sept provinces orientales sont la capture des hors-la-loi ainsi que la saisie des armes et du produit de la contrebande ⁶⁷. Cependant, au cours des années 1970, après le lancement des opérations commandos, les manchettes indiquent que le but principal de ces opérations de commandos n'était pas l'élimination du banditisme mais bien l'oppression des paysans autochtones. On a donc tôt fait de constater que la chasse aux hors-la-loi par les gendarmes s'est transformée en chasse aux paysans, et les unités de commandos mises sur pied pour éliminer le banditisme effectuaient des raids militaires quotidiens sur les villages kurdes au lieu des camps de hors-la-loi. Dans ces opérations militaires et ces raids, l'État avait pour but non pas de désarmer de force la population, mais plutôt de diffuser un message clair : « Fuyez ! », en semant la terreur et la peur chez les paysans de l'État lui-même, non la terreur et la peur des hors-la-loi. Dans un récit allégorique, on aurait dit qu'aucun mouton n'aurait oublié que si c'était l'ère du banditisme, l'État aurait été le plus grand oiseau de proie.

Selon des interviews de paysans autochtones publiés dans des quotidiens nationaux de l'époque, lors d'un raid de commandos ordinaire, qui survenait toujours à l'aube, les villageois étaient alignés de force au centre du village avec les hommes et les femmes séparés en groupes distincts. Une fois que le commandant avait exigé les armes des villageois, selon un témoin, tous les résidents du village, y compris les femmes, les

64. *Milliyet*, 22.07.64 : 1, 7.

65. *Milliyet*, 10.03.67 : 3.

66. *Milliyet*, 03.04.67 : 3.

67. *Cem*, 12.06.1970 : 7.

enfants et les personnes âgées, étaient déshabillés et battus. L'interviewer a aussi noté divers incidents au cours desquels les mauvais traitements ont causé des déficiences permanentes, voire la mort⁶⁸. Les paysans affirment aussi avoir été insultés pendant les mauvais traitements :

« Rendez vos armes cachées, vous, chiens de Barzani !⁶⁹ »

« Toi, le Kurde à queue, va-t-en chez Barzani !⁷⁰ »

« Vous êtes les suppôts de Barzani, on va vous opprimer jusqu'à ce que vous déguerpiessiez de ces terres. Vous pouvez aller vous plaindre à qui vous voudrez, nous on a l'ordre de vous tuer.⁷¹ »

Le chef d'un village a confessé durant l'interview que les villageois avaient amèrement regretté d'avoir porté plainte au gouvernement au sujet de la hausse du nombre d'incidents de banditisme dans la région, car la réaction de l'État a immédiatement été de les désarmer, de leur infliger des mauvais traitements et de les torturer⁷². *Cem* a aussi cité les plaintes de villageois dans lesquelles les tortures et les meurtres lors des raids par les commandos ont été portés à l'attention du président⁷³. Dans ces plaintes, non seulement divers types de torture et de meurtre sont décrits, elles contiennent des informations selon lesquelles beaucoup de villages ayant fait l'objet de raids plus de cinq fois d'affilée ont vu leur population forcée de migrer intégralement soit vers l'Irak, soit vers la Syrie⁷⁴. Selon ces interviews, le message principal de l'État était invariablement le même : « Partez ! »

Selon les paysans interviewés, la politique de désarmement les rendait vulnérables à l'égard des aghas et leurs hors-la-loi dans leur combat pour protéger leurs terres⁷⁵. Comme la plupart des villageois avaient pour moyen de subsistance la contrebande, et comme la région était infestée par le banditisme et la guerre sans merci, les armes étaient le moyen naturel d'autodéfense pour les paysans des provinces orientales⁷⁶. Un propriétaire terrien qui était aussi maire d'un village du parti AP au pouvoir

68. *Cem*, 14.06.1970 : 7.

69. *Cem*, 12.06.1970 : 7.

70. *Cem*, 14.06.1970 : 7.

71. *Cem*, 15.06.1970 : 7.

72. *Cem*, 12.06.1970 : 7.

73. *Cem*, 13.06.1970 : 7.

74. *Cem*, 15, 17.06.1970 : 7.

75. *Cem* a aussi noté les plaintes des paysans concernant l'application injuste des politiques de désarmement. Par exemple, les aghas n'avaient pas leurs armes confisquées puisqu'ils les cachaient en ville avant les raids. (*Cem*, 14.06.1970 : 7.)

76. *Cem*, 13.06.1970 : 7.

faisait l'éloge des opérations de commandos comme prévention de l'occupation illégale des terres par les paysans et de la paix et de l'ordre dans la région⁷⁷. Les représentants locaux de l'État, abondant dans le même sens, interprétaient les raids de commandos sur les villages comme des procédures inévitables par l'État en faveur du rétablissement de l'ordre public⁷⁸.

La répression par les unités de commandos dans les régions orientales et le ressentiment des gens envers les forces de sécurité de l'État s'étaient intensifiés à un point tel que pour supprimer un simple excès de ferveur après un match de football à Siirt, les commandos ont ouvert le feu sur la foule et ont assassiné deux jeunes aficionados et blessé 50 personnes qui se sont retrouvées dans un état critique⁷⁹. Après ce tragique incident, alors que le gouverneur de Siirt déclarait un couvre-feu⁸⁰, le Premier ministre Süleyman Demirel de l'AP a annoncé que l'incident n'était qu'un événement sporadique et ordinaire de vandalisme⁸¹. Le chroniqueur Bisalman a cependant ouvertement averti le gouvernement qu'il devait prendre l'événement survenu à Siirt plus au sérieux car il illustrait le ressentiment du peuple dans toute sa profondeur. Selon Bisalman, le ressentiment contre l'État dans les provinces orientales était devenu plus dangereux avec la perspective de l'émergence d'un état kurde dans le Nord de l'Irak⁸² :

« Si l'accumulation de l'antipathie générée par les commandos qui effectuent des raids dans les villages et passent à tabac des paysans sous prétexte de faire la chasse aux hors-la-loi n'existait pas dans la région, et si la région, telle une substance chimique peut à tout moment s'embraser, n'était pas une région dans laquelle les citoyens sont traités comme des citoyens de seconde zone, est-ce qu'une défaite à un match de foot, et le meurtre de deux personnes par les forces de l'ordre, peut déclencher à répétition des événements de cette ampleur ?⁸³ »

Le parti des travailleurs de Turquie (TIP), en tant que premier et unique parti socialiste représenté à l'Assemblée, a pris la tête de l'opposition générale contre les politiques de l'État dans la région et a participé à l'organisation des célèbres « Réunions de l'Est » en 1967. Ces manifestations ont été les premières occasions pour la question kurde de faire son

77. *Cem*, 13.06.1970 : 7.

78. *Cem*, 13.06.1970 : 7.

79. *Milliyet*, 04.05.70, p. 1.

80. *Milliyet*, 04.05.70, p. 11.

81. Bisalman, 1970 : 2.

82. *Ibidem*.

83. *Ibid*.

entrée dans le discours public. Les slogans de ces réunions voulaient attirer l'attention du public sur la relation entre le sous-développement de la région et l'oppression envers l'identité kurde.

« Civilisation pour l'Occident, ignorance pour l'Orient, pourquoi ? », « Nous voulons des enseignants, pas des gendarmes ! », « Nous voulons des écoles, pas des commissariats ! », « Respect pour notre langue ! », « Nous voulons des usines, pas des lance-roquettes ! », « Nous avons du pétrole, du cuivre, du chrome ; vous avez la vie ! », « L'homme de l'Est tire en temps de guerre, l'homme de l'Est est abattu en temps de paix ! », « Les grottes pour nous ; les villas pour eux ! », « Regarde-moi frère, pas d'unité sans égalité ! », « Le jour viendra où nous sourirons aussi ! ⁸⁴ »

III. De criminels inconnus aux cultes des héros : les reconstructions contrastées du mythe du hors-la-loi par la presse écrite nationale et les autochtones

« Koçero est un dénuement constant dans ces terres
une faim, une injustice, une exclusion constantes
Koçero est une renonciation, une indifférence, un oubli. ⁸⁵ »

Comme le notait Hobsbawm au tout début de son étude, il est vrai que la meilleure manière d'aborder le sujet du banditisme, c'est de commencer par la carrière d'un bandit social ⁸⁶. Pour notre cas, il y a une figure de prédilection qui se détache du peloton et qui semble plus qu'appropriée pour le modèle du « hors-la-loi » social en raison de production spontanée d'un mythe à son sujet. Mehmet Ihsan Kilit, alias Koçero ⁸⁷.

Mehmet Ihsan Kilit est né en 1927 dans un petit village (Beşiri) de Batman au sein de la tribu Alikan ⁸⁸. Selon l'histoire racontée par ses proches et compatriotes ⁸⁹, Mehmet, 18 ans, était un modeste travailleur de la terre issu d'un village nomade. Au moment de la naissance de son enfant, sa femme, alors âgée de 16 ans a été, selon la rumeur violée par Halil, le

84. *Kürkçü*, 1988 : 2129.

85. Cf. « Koçero : les poèmes de la mère patrie » de Hasan Hüseyin Korkmazgil's. (Notre traduction).

86. Eric HOBBSBAWM, *Bandits*, op. cit.

87. Pour l'unique ouvrage qui examine la vie du fameux bandit, cf. Izmir MEHMET ALI, *Son Eskiya Kocero (Koçero : Le dernier bandit)*, Istanbul, Birey Yayinlari, 2004). Je n'utilise pas ce livre parce qu'il suit les traces du roman de Yashar Kema *Slim Memed*, je privilégie également les journaux de cette période pour présenter la vie de Kocero. Je peux ainsi montrer les contrastes de sa représentation et de son image dans l'opinion publique générale et dans la mémoire des paysans kurdes.

88. İlhan, 1962 : 3.

89. Çapın, 1962 (IV) : 3.

fils de l'Agha. Afin d'éviter les problèmes, il décida de gagner une ville éloignée avec sa femme et sa fille. Avant de partir, Mehmet a averti Halil de ne pas le suivre, ni lui ni sa famille, autrement, lui dit-il : « Je vais t'abattre ». Un mois plus tard, le corps de Halil est retrouvé criblé de balles. À partir de ce moment, il a été considéré comme un meurtrier et après avoir emmené sa famille en Syrie, il n'avait d'autre choix que de devenir hors-la-loi dans les montagnes. Ainsi a commencé l'histoire de Koçero, célèbre hors-la-loi. Outre l'histoire pré-criminelle de Koçero, racontée par des paysans autochtones, dans laquelle un incident d'une injustice intolérable déclenche et légitime son existence « hors-la-loi », il semble y avoir deux images contrastées de Koçero en tant que bandit, celle d'un redoutable meurtrier aux yeux de la presse écrite occidentale et celle du héros hors-la-loi aux yeux des paysans kurdes.

Au début des années 1960, les quotidiens regorgent de nouvelles relatives aux mesures prises par l'État pour traquer Koçero :

« Koçero a échappé à une embuscade des gendarmes. Un hors-la-loi est capturé blessé et un soldat est devenu un martyr.⁹⁰ »

« Renforts de soldats envoyés pour traquer Koçero, le hors-la-loi.⁹¹ »

« Autorités syriennes : "Nous nous engageons à capturer Koçero le hors-la-loi."⁹² »

« Koçero s'est enfui en Syrie.⁹³ »

Koçero, symbole le plus populaire parmi les milliers de hors-la-loi kurdes, occupe une place si importante dans les médias en 1962 que *Milliyet* le nomme, avec le Premier ministre İsmet İnönü, homme de l'année⁹⁴.

En 1964, Koçero est tué, pas par un gendarme mais par l'un de ses amis à la suite d'une méprise :

« Koçero a été tué à Batman pendant sa tentative de cambriolage du camp de la Société pétrolière turque : pendant l'échange de feu avec les gendarmes, qui avaient mis en place un guet-apens, Koçero a été tué par son ami. On a retrouvé son corps à 3 km du camp où il a perdu tout son sang.⁹⁵ »

Tout à fait l'opposé de l'image du criminel féroce, pour les paysans kurdes autochtones, Koçero était un héros.

90. *Milliyet*, 30.08.62 : 1, 7.

91. *Milliyet*, 04.09.62 : 3.

92. *Milliyet*, 09.11.62 : 1, 7.

93. *Milliyet*, 29.05.63 : 1.

94. *Milliyet*, 01.01.63 : 1.

95. *Milliyet*, 05, 06, 07.07.64 : 1, 7.

« L'homme de 27 ans, grand, châtain, au physique avantageux, qui a réussi à échapper à toutes les poursuites par des gendarmes pendant six ans, continue de dominer la montagne. [...] Ceux qui connaissent Koçero se sentent offensés lorsque vous l'invectivez. [...] Ils clament que Koçero n'est pas un meurtrier.⁹⁶ »

« On dit que Koçero est plus rapide qu'un cheval [...] pour lui, les distances n'existent pas.⁹⁷ »

« Des centaines de paysans se rendent à la sépulture du célèbre hors-la-loi. Ils disent : "Ce n'était pas un voleur ; il est devenu meurtrier pour l'honneur." »⁹⁸

« Personne ne croit que Koçero soit mort. Dans la célèbre histoire de Koçero, le peuple des provinces orientales presque entier accuse le gouvernement.⁹⁹ »

Les interviews des reporters de la presse nationale avec les hors-la-loi capturés à la prison de Siirt, lieu funeste de résidence des plus redoutables criminels et meurtriers de Turquie, montrent que la plupart des hors-la-loi kurdes étaient d'origine paysanne et issus de villages nomades. Le surnom « Koçero » vient en effet du mot « göçer » (« nomade »). Le fait que les tribus nomades, soit de la région kurde (« göçer »), soit de la région égéenne (« yörük »), aient été la source principale du banditisme de la Turquie moderne n'est pas une coïncidence. À ce chapitre, Sabri Yetkin, dans sa thèse de doctorat sur les hors-la-loi égéens de la fin de l'Empire ottoman, affirme que les hors-la-loi étaient d'anciens paysans de tribus nomades¹⁰⁰. La différence marquante, cependant, est que le banditisme égéen a disparu au début des années 1920, alors que le banditisme kurde s'est maintenu jusque tard dans les années 1970. La différence découle probablement du succès de l'État dans sa démarche de centralisation destinée à mettre fin au mode de vie nomade dans la région égéenne et de son échec, pour ce faire, dans les régions kurdes. Comme l'illustre l'usage des opérations de commandos en guise de lutte contre le banditisme, l'élite au sein de l'État interprétait le mode de vie nomade kurde, plus que le banditisme, comme une menace importante pour son projet de civilisation.

96. Çapın, 1962 (IV) : 3.

97. Çapın, 1962 (VII) : 3.

98. *Milliyet*, 07.07.64 : 1, 7.

99. *Milliyet*, 25.12.64 : 5.

100. Sabri YETKİN, *Ege'de Eşkîyalar (Bandits en Égée)*, op. cit.

IV. En lieu et place d'une conclusion : le chaînon manquant dans la chaîne oppression/résistance

Quatre grandes questions découlent de notre analyse de la dernière forme de banditisme kurde en Turquie moderne. Premièrement, pourquoi le banditisme kurde a-t-il ressurgi dans les années 1950 en tant que phénomène de masse et est-il parvenu à son apogée dans les années 1960 ? À ce chapitre, notre analyse revalide la thèse de Hobsbawm sur la cause de l'émergence du banditisme en tant que phénomène de masse :

« En tant que phénomène de masse, le banditisme peut apparaître non seulement lorsque des sociétés sans classe résistent à la montée ou à l'imposition de sociétés de classes, mais aussi lorsque des sociétés de classes rurales traditionnelles résistent à l'avancée d'autres sociétés de classes rurales, (p. ex. agriculteurs sédentaires contre pasteurs nomades ou en transhumance), ou urbaines, ou d'États ou de régimes de classes étrangers.¹⁰¹ »

C'était, en effet, le mode de vie nomade, dont les hors-la-loi kurdes sont issus exclusivement, qui résistait à la transformation de la structure sociale des régions kurdes voulue par la démarche d'édification de l'État-nation par l'élite dirigeante. Les tribus nomades kurdes — lesquelles ont continué d'exister sans infrastructure et reposaient non seulement sur l'agriculture et l'économie rurale mais aussi sur la « contrebande » — contrecarraient toutes les normes de l'ordre établi par le simple fait d'exister. Ainsi, les nomades étaient-ils devenus des rebelles sociaux, sans nécessairement être des hors-la-loi. Ces tribus constituaient effectivement les communautés les plus démunies et les plus « marginales » de la Turquie moderne. Leur organisation sociale non seulement résistait à toute régulation de l'administration centrale, mais était aussi le lieu de croyances religieuses hérétiques, surtout chez les Yézidi, et de coutumes les plus traditionnelles, allant des crimes d'honneur aux guerres meurtrières. Les déclarations des autorités locales de l'époque — où était soulignée l'impossibilité de convaincre les tribus nomades d'adopter un mode de vie sédentaire — ont désigné implicitement la dissolution des communautés nomades kurdes comme unique solution envisageable pour l'État¹⁰². Leur qualité de « rebelles » a été revalidée par les opérations de commandos qui se sont acharnés sur les tribus nomades par lesquelles l'État ne souhaitait

101. Eric HOBBSBAWM, *Bandits*, op. cit., p. 9.

102. *Milliyet*, 25.12.64 : 5.

pas uniquement désarmer les rebelles potentiels, mais aussi dissoudre complètement leurs communautés qui n'étaient, dans le discours civilisationnel de l'élite, rien de plus que « les restes de la société ottomane réactionnaire. »¹⁰³

Dans les années 1960, au fur et à mesure que le nombre de hors-la-loi augmentait pour atteindre des milliers, l'État-nation turc a montré sa détermination de dissoudre les tribus nomades ainsi que leurs hors-la-loi. Le contexte politique dans lequel l'élite politique et la presse écrite nationale percevaient, ou incitaient à percevoir, une menace importante dans les développements au sein du Nord irakien en faveur de la formation d'un État kurde a donné lieu à un racisme populaire et à l'élaboration de politiques racistes qui visaient les Kurdes de Turquie. Le phénomène du banditisme a servi de justification à l'introduction de l'administration dans la région. À l'instar de l'Empire ottoman au XVII^e siècle qui a pénétré, comme Barkey l'a noté, les zones les plus reculées sous prétexte de protéger le peuple du banditisme, l'État-nation turc a légitimé ses politiques de sécurité dans la région en prétextant la lutte contre le banditisme.

Le hors-la-loi demeure un symbole. Ainsi, le mythe du hors-la-loi est au moins aussi important que son existence même en termes de rapports de pouvoir. La seconde question pourrait donc être formulée comme suit : Le banditisme kurde dans sa phase terminale avait-il une fonction de protestation sociale ou était-il seulement un moyen pour le pouvoir politique qui s'en servit judicieusement à l'échelon central ou local pour contrer le ressentiment paysan ?

Dans les cas qui nous occupent, aucun hors-la-loi, voire aucune image de hors-la-loi, de mémoire de paysan kurde, ne combat l'ordre des propriétaires terriens. Plusieurs de ces figures de hors-la-loi sont devenues des légendes aux yeux des paysans kurdes, non pas en raison de leur lutte contre les propriétaires terriens mais pour leur supposé courage et leur invulnérabilité face au « Grand État ». Leurs crimes ordinaires sont donc devenus extraordinaires aux yeux des paysans kurdes. Les paysans kurdes, qui ont fait nombre de requêtes auprès du gouvernement central afin qu'il prenne des mesures urgentes contre les gangs de hors-la-loi, ont également produit la légende de Koçero qui, à titre de pauvre homme sans pain, a tourné en ridicule la structure entière de l'État et son image d'invincibilité. L'image de Koçero était dès lors la simple représentation du désir des Kurdes de résister à l'État.

103. Mesut YEGEN, *Müstakbel Türk'ten Sözde Vatandaşa: Cumhuriyet ve Kürtler (La République et les Kurdes)*, Istanbul, İletişim Yayınları, 3rd Edition, 2009, p. 54.

À cet égard, Tahir avait raison dans son argumentaire selon lequel les légendes de hors-la-loi montraient la désespérance des paysans opprimés ; mais il avait tort de mettre l'accent sur l'agha comme figure malveillante majeure pour les paysans autochtones. Contrairement aux grands propriétaires terriens et à l'État central, qui ont profité des relations de népotisme réciproques en échange de loyauté et de protection, les aghas des tribus nomades des régions kurdes étaient loin d'être des despotes absolus. Presque toutes les entrevues avec les paysans nomades illustrent le rôle majeur de l'agha dans ces communautés ». Les aghas médiatisaient les communications du village avec la ville et l'État, en retour ils recevaient un revenu modeste¹⁰⁴. L'une des implications de cette étude est donc de reconnaître que nous devons reconsidérer la figure de l'agha à titre d'image traditionnelle du méchant dans la sphère rurale.

Hobsbawm a noté que le banditisme social, comme forme de résistance collective, peut s'attirer le soutien de trois éléments potentiels de la société : (i) leurs communautés autochtones, (ii) la société en général, et (iii) (même) les autorités¹⁰⁵. Dans le cas qui nous occupe, seule la communauté autochtone s'est moralement approprié l'image de Koçero en la transformant en symbole de rébellion courageuse contre l'oppression de l'ordre établi. Dans la société au sens plus large, seule la gauche a réimaginé, à travers les romans et les films, le mythe du hors-la-loi en tant que figure légitime contre l'ordre oppresseur des aghas. Comme nous l'avons dit plus tôt, l'État est, quant à lui, presque entièrement dépourvu de ce type de contre-argumentaire.

À la troisième question : Est-ce que l'élite dirigeante a interprété le banditisme kurde comme une menace importante à sa démarche d'édification de l'État-nation ? Notre analyse fournit deux réponses qui se complètent. D'un côté, non seulement le banditisme, mais aussi les tribus nomades elles-mêmes étaient interprétés comme étant des menaces importantes à la démarche d'édification de l'État-nation turc. Ce que l'on a cherché à faire avec les photos des hors-la-loi capturés ou morts qui ont été publiées dans les quotidiens était de démontrer que le pouvoir de l'État était invincible et que l'esprit de rébellion que sous-tendent les légendes sur les hors-la-loi n'était qu'utopie. D'un autre côté, le banditisme kurde au XX^e siècle a été utilisé comme leurre fournissant le prétexte à l'État-nation turc de pénétrer dans les régions kurdes. Les desseins

104. *Milliyet*, 25.12.64 : 5.

105. Eric HOBBSAWM, *Bandits, op. cit.*, p. 9.

centralisateurs de l'État n'ont effectivement jamais été formulés comme l'abolition de la structure féodale dans les régions kurdes mais comme sa transformation par la dissolution des structures du nomadisme et par la reconsolidation du grand propriétaire terrien assimilé et loyal.

Quatrième et dernière question dans notre étude : Pourquoi est-ce que l'existence tenace du banditisme, lequel refait surface en tant que phénomène de masse dans les années 1950, s'interrompt-elle soudainement à la fin des années 1970 ? La première partie de la réponse à cette question découle du succès de la démarche de centralisation par l'État qui a dissout les tribus nomades, mis en place de grands propriétaires terriens assimilés et a accéléré l'urbanisation. La seconde partie de la réponse concerne l'émergence même des premiers mouvements kurdes organisés à la fin des années 1970. Presque tous ces mouvements kurdes ont éventuellement abouti au monopole du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) qui a conquis le pouvoir sur les montagnes kurdes en reformulant le désir du peuple kurde de s'opposer à l'État-nation turc. Contre le discours de l'État, le PKK s'est défini comme première rébellion organisée du peuple kurde au moyen d'un programme et d'une idéologie. Des hors-la-loi jusqu'à la guérilla du PKK, le rôle des femmes a aussi changé de façon fondamentale, passant d'amantes à combattantes. Il n'en demeure pas moins que les militants du PKK, qui ont hérité de la « philosophie montagnarde » de la rébellion des hors-la-loi et se servent toujours des surnoms des hors-la-loi kurdes comme noms de guerre, racontent leurs propres histoires de rébellion en termes mythiques, analogues à ceux des anciens et sillonnent les montagnes en entonnant leurs chants.

Le banditisme kurde dans sa phase terminale, tant dans son existence symbolique que réelle, constitue le chaînon manquant dans l'engrenage de l'oppression et de la résistance que sous-tend la question kurde de la Turquie moderne.

Université de Boğazici, Turquie

* * *